

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Retiré

AMENDEMENT

N° I-CF1307

présenté par

M. Woerth, Mme Louwagie, M. Abad, M. Aubert, M. Brun, M. Benassaya, Mme Bonnard,
M. Carrez, Mme Dalloz, M. Cornut-Gentile, M. Hetzel, M. Le Fur et M. Reda

ARTICLE LIMINAIRE

Compléter cet article par les dix alinéas suivants :

« II. – Les prévisions de dette des administrations publiques pour les années 2021 à 2025, l'exécution pour l'année 2019 et la prévision d'exécution pour l'année 2020 s'établissent comme suit :

« 1° Scénario de rattrapage :

« (*En points de produit intérieur brut*)

«

	Exécution 2019	Prévision d'exécution 2020	Prévision 2021	Prévision 2022	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
Dette des administrations publiques	98,1	117,5	116,2	111,3	109,2	108	107

« 2° Scénario de perte limitée :

« (*En points de produit intérieur brut*)

«

	Exécution 2019	Prévision d'exécution 2020	Prévision 2021	Prévision 2022	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
Dette des administrations publiques	98,1	117,5	116,2	115,3	115,5	115,9	116,3

« 3° Scénario de faiblesse persistante :

« (*En points de produit intérieur brut*)

«

	Exécution 2019	Prévision d'exécution 2020	Prévision 2021	Prévision 2022	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
Dettes des administrations publiques	98,1	117,5	116,2	121,6	122,9	124,6	126,5

»

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel des députés Les Républicains vise à attirer l'attention sur le niveau colossal de dette qui pèse désormais sur notre pays. En effet, la hausse de la dette causée par la crise liée à l'épidémie de covid-19 pèsera très longtemps sur notre économie.

Mais, la crise n'explique pas complètement notre endettement record puisqu'avant la crise, la dette française frôlait déjà les 100% du PIB, contre 60% en Allemagne, et 80,7% dans l'Union Européenne.

Nous avons donc abordé la crise en situation de faiblesse relative, par rapport à nos voisins, ce qui nous prive de marges de manœuvres budgétaires si la crise sanitaire devait se poursuivre durablement. Cette situation de surendettement menace à la fois notre souveraineté budgétaire et la pérennité de notre modèle social.

Le Gouvernement doit donc impérativement présenter au Parlement et aux Français un réel plan de financement sans se contenter, comme il le fait, du simple espoir du retour rapide de la croissance.